

Contraception & avortement : un seul et même droit pour l'autonomie des femmes, vers l'égalité femmes/hommes

Les 26 et 28 septembre se tiendront deux journées internationales importante pour l'autonomie des femmes et notamment celle pour l'accès à l'avortement sûr et légal dans le monde le 28.

Deux facettes d'un seul et même droit, fondamental au même titre que l'accès à l'éducation, celui du choix des femmes et de leurs droits à maîtriser leur fécondité bien au-delà d'une simple approche de santé publique !

Pour Le Planning Familial ces droits sont indissociables. En France, l'accès à la contraception et à l'avortement est légal mais l'injonction à la réussite contraceptive vire au tabou absolu pour l'avortement. En témoigne la culpabilisation de celles qui « échouent » et qui décident de ne pas poursuivre leur grossesse ! Pour Le Planning Familial, les femmes n'ont ni à se justifier, ni à se sentir coupables ni à demander pardon. Il a lancé un site d'information www.ivg.planning-familial.org où il est également possible de témoigner des difficultés rencontrées quant à l'accès à l'avortement en France. Enquête qui fera l'objet d'une publication.

Une véritable hypocrisie internationale règne sur ce sujet. 222 millions de femmes¹ dans le monde n'ont toujours pas accès aux services de planification familiale ; les avortements clandestins, faute d'un accès aisé à la contraception et à un avortement sûr et légal, sont responsables de 13% des décès maternels et 8 millions de femmes souffrent de complications.

La conférence du Caire (1994) « Population et Développement » va « fêter » ses 20 ans lors de la prochaine Assemblée Générale de l'ONU le 22 septembre. Le gouvernement français y sera représenté et il devra y avoir une parole forte. C'est le sens de l'initiative co-portée par Médecins du Monde, Equilibres & Populations et Le Planning Familial avec la remise du manifeste remis ce jour à Mesdames Touraine et Boistard.

Rappelons que les textes ne manquent pas pour inciter les Etats à prendre des mesures permettant aux femmes d'accéder aux services de planification familiale et à l'avortement de manière sûre et légale.

Et en France, en Europe et dans le monde, les droits des femmes à disposer de leur corps sont toujours malmenés. La Pologne, l'Irlande et Malte interdisent toujours l'avortement ; l'Espagne, la Hongrie, la Russie, la Suisse tentent d'en restreindre l'accès ou de ne plus le rembourser. Aux USA comme en Europe, les anti-choix veulent renforcer la clause de conscience, prônent l'abstinence, attaquent les centres pratiquant les avortements ou poussent à la reconnaissance du fœtus comme personne juridique... **De nombreuses femmes migrent alors dans l'indifférence générale pour mettre fin à une grossesse non prévue mais elles le paient au prix fort !**

Ces freins, obstacles, tabous et régressions autour de la sexualité des femmes, des hommes et particulièrement celle des jeunes cachent mal la difficulté de nos sociétés à reconnaître ce droit aux femmes de choisir quand et si elles veulent devenir mères.

Garantir à toutes et tous informations, choix, droit, et accès en toute sécurité et sans jugement à toutes les méthodes de contraception et à l'avortement, ici et là-bas est un combat universel !

Ce combat, Le Planning Familial le poursuit en France, en Europe et dans le monde avec l'IPPF et ses associations partenaires pour que s'appliquent enfin ces droits fondamentaux pour les femmes et les hommes partout et dans tous les pays, où qu'ils soient !

¹ 26% des besoins non couverts en matière d'accès à la contraception dans le monde dont 74% en Afrique de l'Ouest, 81% en Afrique centrale / entre 21 et 22 millions de grossesses interrompues par un avortement à risque dont 40% concernent les 15-24 ans. (FNUAP 2012)